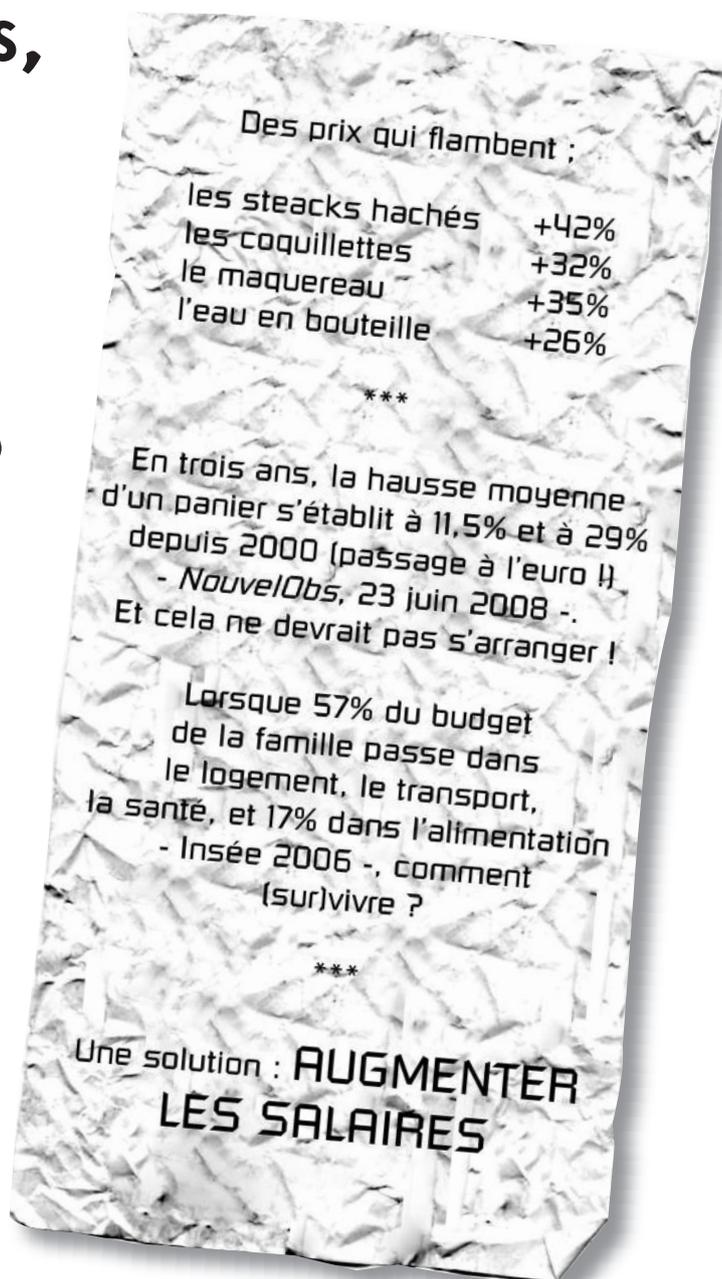


**LES SALAIRES BLOQUÉS,
LES CADDIES
QUI FLAMBENT,
ÇA SUFFIT !**

**NOUS VOULONS
vivre,
pas
survivre !**



NPA
POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

Les fins de mois sont de plus en plus difficiles et la crise actuelle, que les capitalistes vont tenter de nous faire payer, va aggraver la situation. Il y a actuellement en France 7,9 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté. C'est à dire avec moins de 880 euros par mois. La moitié de la population dispose d'un revenu inférieur à 1466 euros par mois. Pas de quoi faire la fête !

La Banque Alimentaire estime avoir distribué 142 millions de repas en 2007, soit 8% de plus qu'il y a 2 ans. Selon leur enquête, 15% sont des salariés et 14% des retraités. Ce sont des millions de personnes qui sont touchées par la précarité et les « faims de mois » difficiles. Et pour la grande majorité de la population, ce sont des conditions de vie qui se dégradent. Malgré

toutes leurs publicités sur la « lutte contre la vie chère », les grandes surfaces se sucent de plus en plus sur notre dos et portent une lourde responsabilité dans la hausse des prix.

LA HAUSSE DES PRIX, C'EST LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE VIE

L'INSEE évalue qu'entre août 2007 et août 2008, les produits de grande consommation dans les grandes surfaces ont augmenté de 5,2 %. Selon une autre étude, réalisé par l'Union Française des Consommateurs-*Que Choisir*, entre janvier et août 2008, la hausse des produits dans les supermarchés et hypermarchés est de 6,6 %. Par ailleurs, les grandes surfaces ont bien compris que les consommateurs avaient de plus en plus de mal à acheter des produits de marques et se tournaient vers les Marques Des Distributeurs (MDD). Toutes les marques en ont profité pour aug-

menter leurs marges sur ces produits, la palme revenant à Carrefour, entreprise cotée au CAC 40, qui a augmenté ses propres produits de 10,91 % dans ses hypermarchés !

En fait, les marges des grandes surfaces se portent bien ! Les conditions d'exploitation y sont dignes du moyen âge avec un flicage des salariés, des pressions et menaces permanentes .

DES GROUPES ET DES FAMILLES RICHISSIMES SUR NOTRE DOS

Parmi leurs multiples arnaques la revue « 60 millions de consommateurs » révèle la pratique des industriels qui masquent les hausses de prix en modifiant la contenance des produits. Par exemple, le paquet de biscuits Prince de LU est passé de 330 grammes à 300 grammes pendant l'été ! Soit 10% de produit en moins... pour le même prix. Idem pour le Yaourt Danone qui ne

pèse plus 125g, mais 100g. Pourtant un groupe comme Danone, présent au CAC 40 avec un bénéfice net multiplié par 4 en 2007, soit 4,18 milliards d'euros, se porte bien !

Les dynasties de la grande distribution se sont hissées dans le haut du palmarès des grandes fortunes du pays et comptent parmi les grands de la distribution mondiale, véritable empire financier. La famille Mulliez, propriétaire d'Auchan est par exemple la 5ème fortune de France.

ENTENTE POUR FAIRE MONTER LES PRIX

En fait, 90 % du marché alimentaire français est entre les mains de cinq centrales d'achat : Carrefour en détient 26,2 % ; Lucie, (Leclerc et à Système U), 23,8 % ; Opéra, (Casino, Cora, Franprix, Leader Price et Monoprix-Prisunic) 15,7 % ; Intermarché 14,4 % et Auchan 12,9 % (données 2002)

LES ARTISANS BOULANGERS NE FONT PLUS... LEUR PAIN

Le prix de la baguette a fortement augmenté mais ce n'est pas à cause de la hausse du prix du blé. En effet celui-ci avait baissé durant les dernières 15 années alors que le prix de la baguette a augmenté de 50% dans la même période. Et ce ne sont pas les salaires souvent au bas de l'échelle dans la profession ou les revenus des artisans qui expliquent cette hausse. En fait aujourd'hui, les boulangers ne fabriquent quasiment plus leur pâte mais l'achètent congelée à des grands producteurs qui la font faire industriellement dans des pays à bas salaires par exemple en Roumanie. Le prix du blé ne représente plus que 4 ou 5 centimes dans le prix d'une baguette, l'essentiel étant consacré aux frais de transformation, transport, emballage, publicité et distribution mais surtout et essentiellement aux profits des trusts agroalimentaires propriétaires de ces fabricants de pâte à pain.



PHOTOGRAPHIE ROUGE/FRANCK HOULGATE

DES CRÉDITS POUR MIEUX NOUS VOLER !

Vous n'avez pas assez d'argent pour faire vos courses ? Pas de problèmes, les organismes de crédit vont vous en passer ! A coup de crédits Cetelem, Cofidis, Sofinco et autres Carrefour Crédit Pass vous pourrez remplir vos caddies. Il y a même certaines offres « alléchantes » de « bienvenue » qui annoncent des Taux Effectifs Global à 4,90%... pendant 6 mois puis à 20,20% ! Ou encore des taux à 19,89%, mais révisibles... En tout, ce sont 130 milliards d'euros de crédits à la consommation qui courent. Ces prêts servent à « pallier » au manque d'argent dû aux salaires trop bas, tout en continuant d'appauvrir ceux qui les contractent .



tivité aussi importante pour la vie de l'ensemble de la population soit entre les mains de grands groupes capitalistes. La démonstration est faite que ces requins de la grande distribution ne sont là que pour faire des profits sur notre dos. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un « service public de la distribution » sous contrôle des travailleurs (des villes et des campagnes), ce qui passe par l'expropriation des 5 centrales d'achat.

Les moyens existent pour assurer une vie décente à l'ensemble de la population, mais le capitalisme, basé sur l'exploitation, se nourrit des injustices. Finalement, pour ne serait-ce que pouvoir tous manger correctement et à notre faim, c'est bien de ce système dont il faut se débarrasser.

CONTRE LA VIE CHÈRE, AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES, INDEXATION DES SALAIRES SUR LES PRIX !

Même les indices officiels le disent, la hausse des prix est bien réelle. Et encore l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) calculé par l'INSEE qui sert à « revaloriser » le SMIC, les pensions ou les allocations est largement en deçà du coût réel de la vie. Par exemple, l'INSSE considère que le logement,

Comme souvent, les adeptes de l'économie de marché et du libre échange s'entendent comme larons en foire pour imposer le monopole, s'éviter la concurrence et fixer les prix pour accroître leurs profits !

Et pourtant, le gouvernement continue d'inciter la création de nouvelles grandes surfaces pour « favoriser la concurrence qui bénéficierait ainsi aux consommateurs ». La France détient le record d'Europe de densité de supermarchés, si leur nombre faisait baisser les prix, ça se saurait !

LES GRANDS GROUPES DE LA DISTRIBUTION DOIVENT PAYER ! CONTRÔLE SUR LES GRANDS GROUPES DE LA DISTRIBUTION !

Nous sommes pour l'ouverture

des livres de compte de tous ces grands groupes et pour le contrôle sur les prix, à la production comme à la consommation. Non pas pour répondre aux intérêts des grands groupes capitalistes mais aux besoins de la population. Pour cela il faut mettre en place un organisme composé des organisations ouvrières, paysannes des petits producteurs étranglés par les grandes surfaces, d'usagers/consommateurs. Les premières mesures à prendre consisteraient à bloquer, puis baisser les prix en s'en prenant aux profits des groupes de l'agroalimentaire et aux marges des centrales d'achat, puis en supprimant la TVA sur les produits alimentaires de grande consommation.

Il n'y a aucune raison qu'une acti-

l'eau et l'électricité ne concernent que 13,7 % des dépenses des ménages ! Rien que le logement pèse au moins d'un tiers dans les dépenses des ménages populaires. Un smicard dépense en moyenne la moitié de son salaire en loyer ! Par la hausse des prix, les grands groupes financiers veulent augmenter leur profits dans le même qu'ils bloquent les salaires, voire les diminue par la précarité. C'est bien pourquoi lutter pour le pouvoir d'achat, c'est d'abord et avant tout lutter pour les salaires. Vivre aujourd'hui avec un revenu inférieur à 1500 euros net relève de la gageure. Vivre bien, ce n'est pas seulement

se nourrir, c'est aussi pouvoir s'habiller, se déplacer, aller en vacances, sortir au cinéma, s'acheter des livres... Face à l'inflation de 3,2 % sur les 12 derniers mois (moins que hausses de l'alimentation !), il faut imposer l'échelle mobile des salaires, c'est à dire l'indexation des salaires sur les prix. Enfin, nous sommes pour l'augmentation générale des salaires et des retraites de 300 euros nets par mois et pour qu'aucun revenu ne soit inférieur à 1500 euros nets. Une telle augmentation représenterait un peu plus de 170 milliards d'euros, soit l'équivalent des 10 points du Produit Intérieur



NPA
 POUR UN
**NOUVEAU
 PARTI
 ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org

Brut passés des poches des salariés à celles des capitalistes ces 25 dernières années. C'est bien un minimum !

POUR RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE, NOUS REVENDIQUONS ;

- ▷ ***300 euros nets par mois pour tous !***
- ▷ ***Pas de revenus inférieurs à 1500 euros nets par mois !***
- ▷ ***Indexation des salaires sur les prix !***
- ▷ ***Contrôle populaire sur les grands groupes de la distribution !***

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :